



Conseil économique et social

Distr. : Limitée
21 mai 2011

Français
Original : Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Soixante-septième session

Bangkok, 19-25 mai 2011

Point 3 a) de l'ordre du jour

Examen des questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission, y compris les activités des institutions régionales de la CESAP : Politiques macroéconomiques, réduction de la pauvreté et développement inclusif

Projet de rapport

Politiques macroéconomiques, réduction de la pauvreté et développement inclusif (y compris le Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable)

1. En plus des documents correspondant au point 3 de l'ordre du jour, la Commission était saisie du rapport du Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable (E/ESCAP/67/4).
2. Les représentants des pays suivants ont fait une déclaration: Afghanistan, Bangladesh, Chine, Fédération de Russie, Inde, Malaisie, Pakistan et Thaïlande.
3. La Commission s'est félicitée du travail effectué au titre du sous-programme et de la grande qualité des documents, ainsi que de l'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2011*. La Commission a souhaité que l'on poursuive le travail de recherche et de sensibilisation mené en profondeur dans le domaine des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif.
4. La Commission a été informé de l'expérience de plusieurs pays en termes de croissance, de réduction de la pauvreté et de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que de la façon dont différentes politiques et stratégies étaient mises en œuvre pour accélérer les progrès dans ces domaines et faire face aux nouveaux défis
5. La Commission a pris note des analyses du secrétariat concernant les nouveaux défis auxquels la région était confrontée, notamment les prix élevés des produits alimentaires et des combustibles, ainsi que les déséquilibres résultant des mesures adoptées par les grandes économies mondiales pour faire face à la crise, telles que les politiques d'argent à bon marché. La Commission s'est inquiétée de l'impact de ces problèmes sur les efforts des pays de la région pour réduire la pauvreté et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

6. La Commission a salué les efforts du secrétariat pour promouvoir une plus grande intégration économique régionale à travers les recommandations figurant dans des publications telles que la *Survey* et a pris note de la demande faite au secrétariat d'effectuer une analyse plus détaillée des obstacles qui empêchent aux pays de la région de tirer parti des possibilités de renforcer l'intégration économique régionale.

7. Réaffirmant son rôle en tant que forum intergouvernemental le plus représentatif de la région, la Commission s'est félicitée des efforts du secrétariat pour faire en sorte que la région s'exprime d'une même voix en organisant la concertation de haut niveau sur le Sommet du G20 de Séoul qui avait facilité les consultations entre pays membres et non membres du G20 de la région Asie-Pacifique. Certains ont émis l'opinion que la Commission était le meilleur lieu pour le transfert de connaissances entre pays de la région et pour promouvoir un modèle de développement innovant pour l'Asie et le Pacifique.

8. La Commission a souligné l'impact des prix élevés des produits alimentaires et des combustibles, ainsi que la lenteur du redressement économique mondial sur le développement, notamment celui des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral. Elle a noté avec satisfaction les efforts déployés par le secrétariat pour que le Document final de Dhaka ait été effectivement la contribution régionale à l'examen mondial effectué à l'occasion de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui avait eu lieu à Istanbul (Turquie) du 9 au 13 mai 2011.

9. La Commission a salué l'action du Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable (CERPEDECS) et s'est félicitée de l'appui du secrétariat à la mise en œuvre de la résolution 65/4 en vue de la revitalisation et du renforcement du Centre. Le changement de nom du Centre était tout à fait approprié étant donné les défis auxquels était confrontée la région en matière de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de développement agricole durable. Il était préconisé que le CERPEDECS poursuive ses activités orientées vers l'action, et qu'il s'intéresse de nouveau aux études interpays tout en élargissant le champ des dites études au plus grand nombre possible de pays membres.

10. La Commission a noté la demande faite au secrétariat de promouvoir des investissements durables dans l'agriculture et d'œuvrer au transfert des meilleures technologies en vue d'accroître la production agricole. La Commission a convenu que l'augmentation du prix des produits alimentaires continuerait d'avoir un impact sur les pauvres et a pris note de la demande qui était faite d'intégrer dans le programme de travail du CERPEDECS des travaux analytiques sur les effets de l'augmentation du prix des produits alimentaires sur les pauvres, avec le concours du secrétariat, et d'analyser les effets de la libéralisation du commerce sur la sécurité alimentaire, et ceux des catastrophes naturelles sur l'agriculture, en vue de protéger les plus pauvres et les plus vulnérables.

11. Plusieurs pays membres ont exprimé leur volonté de soutenir le Centre à travers une assistance financière et en nature, et de faire en sorte qu'il y ait coordination entre eux pour tirer le meilleur parti possible du Centre. Tenant compte des vues exprimées, la Commission a dans l'ensemble approuvé le Plan stratégique pour 2011-2020 établi par le CERPEDECS, ainsi que les recommandations contenues dans le rapport du Centre (E/ESCAP/67/4).